

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Plutonium-en-trop-a-Cadarache-le>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Plutonium "en trop" à Cadarache : le Réseau "Sortir du nucléaire" demande la démission de M Bigot, l'administrateur général du C.E.A**

21 octobre 2009

Plutonium "en trop" à Cadarache : le Réseau "Sortir du nucléaire" demande la démission de M Bigot, l'administrateur général du C.E.A

Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique, est pris en flagrant délit de mensonge

Le 16 octobre dernier, l'administrateur général du CEA Bernard Bigot a prétendu devant la presse qu'une "déclaration par voie téléphonique auprès de l'Autorité de sûreté nucléaire régionale de Marseille" avait été faite dès juin dernier.

Or, auditionnée aujourd'hui par la Commission nationale du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale, Mme Comets, commissaire de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), a expliqué que la "première information orale" n'a été donnée que "le 1er octobre", suivie d'une "déclaration écrite le 6 octobre."

M. Bigot est donc pris en flagrant délit de mensonge. Il tente de masquer les responsabilités écrasantes du CEA, et en particulier les siennes : la vérité a été cachée pendant des mois à l'Autorité de sûreté nucléaire, aux élus, aux citoyens. Il reste d'ailleurs toujours à expliquer la provenance de ces 30 kg de plutonium "en trop"...

Une fois de plus, il est démontré que :

- l'Autorité de sûreté nucléaire n'a justement aucune autorité sur les exploitants (en particulier EDF, Areva, et le CEA) ;
- l'Autorité de sûreté nucléaire est dans l'incapacité de savoir réellement ce qui se passe dans les installations nucléaires ;
- les principaux dirigeants du nucléaire mentent continuellement, y compris aux autorités, et cachent la vérité aux citoyens.

Pour mémoire, entre autres exemples, Mme Lauvergeon (Areva) prétend que le réacteur EPR est

conçu pour résister au crash d'un avion de ligne ; EDF a caché qu'elle se débarrassait de certains déchets nucléaires en Sibérie ; Le CEA ment sur les stocks de plutonium détenus à Cadarache. Etc...

Il est avéré que l'industrie nucléaire ne nuit pas seulement à l'environnement et aux être vivants mais aussi à la vérité et à la démocratie.

RAPPEL :

Cadarache : l'ASN informée "oralement" par le CEA le 1er octobre
AFP - 21 octobre 2009 - PARIS - Des responsables de l'Autorité de Sûreté nucléaire (ASN) ont expliqué mercredi, lors d'une audition à l'Assemblée nationale, n'avoir été informés "oralement" par le Commissariat à l'Energie atomique (CEA) que le 1er octobre d'une sous-estimation de la quantité de plutonium dans un atelier du site de Cadarache (Bouches-du-Rhône).

L'administrateur général du CEA Bernard Bigot avait assuré le 16 octobre devant la presse qu'une "déclaration par voie téléphonique auprès de l'ASN régionale de Marseille" avait été faite en juin.

La "première information orale" a été donnée "le 1er octobre", et le CEA a effectué une "déclaration écrite le 6 octobre", ce qui a entraîné une inspection le 9 octobre, a résumé Marie Comets, commissaire de l'ASN, devant la Commission nationale du développement durable et de l'aménagement du territoire.

"C'est lors de cette inspection" que "nous avons appris que le CEA était au courant depuis juin" de cette sous-évaluation des résidus de plutonium au sein de l'Atelier de Technologie du Plutonium (ATPu), "d'où le procès verbal dressé et transmis au procureur", a-t-elle ajouté.

Lors du démantèlement des 150 premières "boîtes à gants", des enceintes confinées où était fabriqué du combustible MOX, 22 kilos de résidus de plutonium ont été collectés, selon le CEA, qui estime qu'à terme il pourrait y avoir 39 kg de plutonium dans les boîtes à gants, au lieu des huit kg estimés.

L'ATPu a fait "l'objet d'une quinzaine d'inspection au cours des trois dernières années", a précisé le commissaire à l'ASN Marc Sanson, devant les parlementaires. Pour estimer la quantité de résidus de plutonium restant dans les boîtes à gants, on devait se limiter à une "inspection visuelle", parfois "difficile à cause des coins et recoins", compte tenu de l'équipement restant dans ces enceintes "qu'on ne peut pas déplacer", a-t-il reconnu.